

CONSEILS POLITIQUES TOWN HALL

EXERCICES DE REFLEXION SUR L'AVENIR

NOTE D'INFORMATION

Regagner la confiance

EXERCICES DE REFLEXION SUR L'AVENIR

Les exercices de réflexion sur l'avenir, mandatés par les Conseils politiques de CGLU, sont un mécanisme pour **décliner le Pacte pour l'avenir**. Ils sont le point d'arrivée commun des Conseils politiques et des Town Halls actuels, s'appuyant sur les résultats des deux processus, le Congrès mondial de CGLU et le Séminaire de 2023. En même temps, ils sont un **point de départ commun** : ils représentent un espace de dialogue et de co-création dans lequel le leadership politique de CGLU, avec la société civile organisée et les partenaires articulés dans les Town Halls de CGLU, chercheront à atteindre des conclusions réelles et tangibles à travers des consultations tournées vers l'avenir autour de quatre points d'entrée pour déployer le Pacte pour l'avenir : **reconquérir les biens communs, redéfinir les finances, regagner la confiance et reconstruire l'architecture de la gouvernance**.

Les conclusions obtenues informeront les délibérations des instances statutaires de CGLU, contribuant ainsi au mandat politique du Pacte et à la feuille de route de notre Organisation mondiale. Ces délibérations éclaireront également la manière dont le Pacte pour l'avenir contribue à la révision de l'Agenda 2030 par l'Assemblée générale des Nations unies lors du Sommet sur les ODD, ainsi qu'au Sommet du futur de 2024, qui s'appuiera sur « Notre programme commun » du Secrétaire général et y contribuera.

Accédez à la réunion [par ce lien](#).

Identifiant de la réunion : 861 4613 3882

Code d'accès : 531971

1. MISE EN SITUATION

Le programme commun du secrétaire général des Nations unies appelle à la nécessité de renouveler le contrat social entre les gouvernements et leur population et au sein des sociétés, afin de rétablir la confiance et d'adopter une vision globale des droits humains.

Cet exercice de réflexion sur l'avenir considère **la confiance comme un élément essentiel au bon fonctionnement de sociétés complexes**. La confiance est la croyance en la capacité, la fiabilité ou la vérité d'autres personnes ou institutions. En tant qu'êtres humains, nous avons besoin de faire confiance à nos pairs pour survivre et à d'autres personnes pour prospérer et vivre en communauté. De même, dans les sociétés complexes et diverses qui composent le monde du XXI^e siècle, la confiance est nécessaire pour maintenir la paix, la solidarité, le commerce et d'autres institutions scientifiques, économiques et sociales. Malheureusement, dans de nombreux domaines - politique, médias, science ou université - la méfiance augmente dans un monde polarisé, divisé en bulles de valeurs et d'informations.

Nous comprenons que le **rétablissement de la confiance est un catalyseur de la mise en œuvre de l'agenda mondial et qu'il est étroitement lié au succès de l'agenda des biens communs et de l'architecture de gouvernance à mettre en œuvre**. La confiance, basée sur une plus grande transparence et la co-création d'institutions, est une opportunité de renforcer une économie plus durable et plus juste.

Dans son appel à la vigilance, « Notre Programme commun » cite la construction de la confiance comme l'une des recommandations clés. Proposer de nouveaux espaces de dialogue, garantir des canaux d'information rigoureux, imaginer de nouveaux outils de démocratie participative et de transparence sont des pistes de travail qu'il faut promouvoir pour commencer à retrouver la confiance dans le fonctionnement de nos sociétés.

Comme l'a mentionné Katy Rubin, animatrice de théâtre législatif et lauréate du prix 2022 de l'OIDP « Meilleure pratique en matière de participation citoyenne », lors du Séminaire de CGLU en février 2023 :

En se basant sur l'exemple du théâtre législatif, pour regagner la confiance, nous devons commencer par « une **compréhension partagée** du problème, pas seulement à partir d'un livre blanc ou d'un article de presse, mais à partir d'une articulation théâtrale, émotionnelle et centrée sur l'humain dans un espace commun ; par une **expérience partagée** de travail pour résoudre le problème ensemble, via des tests d'improvisation en direct ; et **par une prise**

de risque ou une vulnérabilité partagée, en abordant une prise de décision politique participative sans résultats prédéfinis, via un processus (amusant !) conçu pour remettre en question et redistribuer le pouvoir. **Compréhension, expérience et risque partagés.** »

DÉCLARATION POLITIQUE : LE PACTE POUR L'AVENIR ET NOTRE PROGRAMME COMMUN

« À tous les niveaux, le rétablissement de la confiance entre les citoyens, les institutions et les communautés, ainsi que la protection des droits de la personne et des valeurs démocratiques sont une condition préalable essentielle pour dynamiser nos démocraties et construire un système multilatéral plus juste, plus inclusif et plus efficace. »

« Nous reconnaissons le manque de confiance entre les populations et les institutions appelées à les servir et à garantir leurs droits, qui a un impact négatif tant sur la gouvernance que sur les institutions traditionnelles. Qu'il existe un besoin profond de renouveler de manière créative les pratiques, les systèmes et les institutions démocratiques pour favoriser la coresponsabilité et le contrôle social des décisions publiques, afin qu'ils soient mieux équipés pour répondre aux besoins et aux aspirations des personnes. En ce moment fondamental, le renouvellement de la démocratie et de la citoyenneté dépend largement de l'application impartiale et cohérente de l'État de droit. »

« Des environnements sains et accessibles et des institutions qui servent tout le monde de manière impartiale rétabliront la confiance et stimuleront l'espoir, la solidarité et l'optimisme, libérant nos imaginations collectives et insufflant un nouveau sens de ce qui est possible chez nous et dans le monde. »

« Le moment est venu de refonder le contrat social entre gouvernants et citoyens et, plus largement, au sein de chaque société, afin de rétablir la confiance et faire respecter les droits humains dans leur globalité. »

« La fracture se creuse entre les citoyens et les institutions qui les servent, beaucoup se sentant laissés pour compte et ne croyant plus que le système leur profite ; les mouvements sociaux et les manifestations se multiplient ; la crise de confiance qu'alimente la perte d'une vérité et d'une compréhension communes ne cesse de s'approfondir. On s'interroge sur la façon de faire société et de partager une planète bien fragile, sur la nature des liens fondamentaux qui nous unissent et sur la manière d'engager le dialogue avec celles et ceux qui sont en désaccord avec nous ou se sentent lésés ou exclus. »

2. DONNEES CLES ET DEFIS

Données :

- **Aucun-e des leaders de la société suivis par le Baromètre de confiance Edelman 2021 - les dirigeants gouvernementaux, les PDG, les journalistes et même les chefs religieux - n'est considéré comme faisant ce qui est juste**, les scores de confiance ayant chuté pour toutes et tous. Les taux de confiance s'établissent respectivement à 41 %, 42 %, 45 % et 48 % parmi les personnes interrogées pour chaque type de leadership. ¹
- **En l'absence d'une source de leadership de confiance, les gens ne savent pas où ni auprès de qui obtenir des informations fiables.** La même étude montre que l'infodémie mondiale a fait chuter la confiance dans toutes les sources d'information à un niveau record, les médias sociaux (35 %) et les médias appartenant à des tiers (41 %) étant les moins fiables ; les médias traditionnels (53 %) ont enregistré la plus forte baisse de confiance, soit huit points à l'échelle mondiale entre 2020 et 2021.
- **La structure sociale ne tient pas compte de la participation des jeunes.** Le manque de plateformes inclusives pour l'engagement, la participation politique et le plaidoyer reflète la méfiance à l'égard de la capacité des jeunes à apporter une contribution significative, qui est ancrée dans la structure sociale existante. ²
- **Instaurer la confiance grâce à la participation locale.** Une étude réalisée en 2020 a cherché à savoir si le budget participatif augmentait la participation électorale dans 48 municipalités tchèques, et a constaté qu'il augmentait davantage le vote aux élections municipales qu'aux élections nationales. L'étude a également révélé que l'augmentation du budget total alloué à la prise de décision participative et la taille de la ville étaient également des facteurs déterminants dans l'augmentation de la participation électorale. ³

Défis

- Les progrès des technologies de l'information et de la communication, ainsi que de l'intelligence artificielle, sont en avance sur la régulation et la compréhension de la part de la société.

¹ 2021 Edelman Trust Barometer Insights

² CGLU, 2022, Document d'orientation politique du Caucus de CGLU sur la jeunesse.

³ 'Does Participatory Budgeting Bolster Voter Turnout in Elections? The Case of the Czech Republic', Soňa Kukučková, Eduard Bakoš

- Comment gagner la confiance alors que les sociétés sont de plus en plus inégalitaires, et avec la perspective de crises imminentes : climatiques, technologiques, relations internationales plus tendues ?
- Tension entre le court et le long terme de certaines propositions pour regagner la confiance. À court terme, plus de transparence et de liberté d'expression peut conduire à l'émergence de cas de corruption et à une plus grande critique des institutions, et peut accroître la méfiance. À long terme, elles devraient avoir un effet positif.
- Il y a et il y aura des tensions et des conséquences inattendues et des limites critiques, notamment la polarisation fabriquée et les pouvoirs croissants des entreprises internationales, mais aussi nos propres compétences sociales et institutionnelles pour gérer la confiance.
- La censure gouvernementale et les limites à la liberté d'expression sont une violation humaine qui érode continuellement la relation entre les communautés et les institutions.
- Liée à cela, la prolifération des *fake news* est également un facteur de la crise de confiance croissante, elle-même liée à l'érosion des relations entre les communautés et leurs gouvernements.
- Les violations des droits humains se produisent au niveau numérique, et la technologie est souvent considérée comme un obstacle à la jouissance des pleins droits humains pour tous les individus.

3. QUESTIONS GENERALES D'ORIENTATION

- Quelles actions notre collectif, en alliance avec la société civile, peut-il entreprendre pour promouvoir la confiance par l'éducation, la culture, des institutions plus ouvertes et transparentes et une vie communautaire fondée sur le respect des droits humains ?
- Quel soutien et quelles transformations devrions-nous exiger du système international dans des domaines tels que la régulation des grands médias, des plateformes de médias sociaux, des entreprises de développement de l'IA ?
- Comment devrions-nous aborder le débat sur le rétablissement de la confiance dans des sociétés de plus en plus polarisées, divisées et confrontées à la montée de l'extrémisme ?

4. ORDRE DU JOUR

INTRODUCTION

Par le Secrétariat mondial de CGLU

CONSULTATION INTERACTIVE

Par le Secrétariat mondial de CGLU

POINT D'ENTREE

Commentaires introductifs

par **Jessica Bridger**

Un cas de proximité de la liberté d'expression et de la polarisation : la proposition de ville de 15 minutes et les théories du complot

par **Carlos Moreno**, professeur d'université, expert des villes, des territoires de demain, spécialiste du contrôle intelligent des systèmes complexes.

CONTRIBUTIONS

Emilio Jatón, maire de Santa Fe

Katy Rubin, animatrice de théâtre législatif

Carola Gunnarsson, conseillère municipale de Sala, envoyée spéciale de CGLU pour la liberté, la solidarité et la lutte contre les violences envers les dirigeants politiques locaux, vice-présidente de CGLU pour l'Europe

IN FOCUS

José Maria Martin, Open Government Partnership

AGORA

Facilité par **Barbara Holtman**, Fixed Africa

5. RESSOURCES COMPLEMENTAIRES

- [Le Pacte de CGLU pour l'avenir](#)
- [« Notre Programme commun », du Secrétaire général de l'ONU](#)
- [Rapport GOLD VI : Chemins vers l'égalité urbaine et territoriale](#)
- [GOLD VI: chapitre sur la gouvernance et les droits humains](#)
- [GOLD VI : chapitre sur la démocratisation](#)
- [Initiative de la gouvernance d'urgence pour les villes et les régions](#)
- [Document d'orientation politique préparé par le Town Hall
Confiance et gouvernement : « L'heure d'un nouveau contrat
social : Rétablir la confiance envers les gouvernements locaux »](#)